

Département de Saône et Loire
Arrondissement de Louhans

Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom'

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT

N° 2026-32

Objet : Portant délégation de signature à M. Jean-Henri DUQUET – Directeur des Services Techniques

Le Président de la Communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom',

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 qui précise que le président peut accorder, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une délégation de signature au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, et au directeur général des services techniques ainsi qu'aux responsables de service,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 22 avril 2026 portant élection du Président,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 22 avril 2026 portant délégation de compétence du conseil communautaire au profit du président de la Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom',

Considérant que, par cette même délibération, le conseil communautaire a également autorisé le président à subdéléguer aux vice-présidents aux conseillers communautaires délégués et aux bénéficiaires de délégation de signature d'une délégation de signature les compétences déléguées,

Considérant que Monsieur Jean-Henri DUQUET exerce les fonctions de directeur des services techniques de la Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom'

Considérant qu'il est nécessaire, dans le souci d'une bonne administration locale, de lui donner délégation de signature,

ARRETE

Article 1 : Monsieur Jean-Henri DUQUET, directeur des services techniques, bénéficie d'une délégation de signature sous la surveillance et la responsabilité du président de la Communauté de Communes Bresse Louhannaise Intercom' pour signer les documents suivants :

Achats :

- Les bons de commandes inférieurs à 1 000 € HT pour les services relevant de sa direction.

Ressources humaines :

- L'octroi des congés annuels et des autorisations spéciales d'absences des agents relevant de sa direction.

Divers :

- Les constats amiables, main courante et dépôts de plaintes dans le cadre de déclarations effectuées auprès de l'assurance de la collectivité pour les services rattachés à la direction des Services techniques.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Henri DUQUET, délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les mêmes documents, à Madame GOY Isabelle, directrice générale des services.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Henri DUQUET et de Madame GOY Isabelle, délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les mêmes documents, à Madame Emilie MACHADO, directrice générale adjointe.

Article 3 : Le présent arrêté prend effet, après sa signature, dès sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat. La présente délégation est consentie pour toute la durée du mandat et jusqu'à l'élection d'un nouveau président.

Dans la limite de ce terme, elle subsiste tant qu'elle n'est pas rapportée.

Article 4 : A chaque fois que Monsieur Jean-Henri DUQUET sera amené à signer un document dans le cadre de la délégation consentie par l'article 1^{er}, sa signature sera précédée de la mention suivante :

« Par délégation du président,
Le directeur des services techniques
Monsieur Jean-Henri DUQUET »

A chaque fois que Madame GOY Isabelle sera amenée à signer un document dans le cadre de la délégation consentie par l'article 2, sa signature sera précédée de la mention suivante

« Par délégation du président,
La directrice générale adjointe des services étant absente ou empêchée,
La directrice générale des services,
Isabelle GOY »

A chaque fois que Madame Emilie MACHADO sera amenée à signer un document dans le cadre de la délégation consentie par l'article 2, sa signature sera précédée de la mention suivante :

« Par délégation du président,
La directrice générale adjointe des services étant absente ou empêchée,
La directrice générale adjointe des services
Emilie MACHADO »

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification, devant le Tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas - BP 61616 - 21016 Dijon CEDEX).

Article 6 : Le Président de la Communauté de communes, la Directrice Générale des Services, le Trésorier de la Communauté de communes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, affiché, transmis au représentant de l'Etat dans le département et publié. Ampliation sera transmise au comptable de la Communauté de communes.

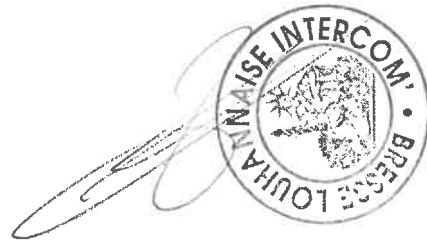
Fait à Louhans-Châteaurenaud,

Le 06 mai 2026

Le Président

Anthony VADOT

Notifié le



Publié le 07 mai 2026

Sur le site internet

www.bresselouhannaiseintercom.fr